

[Text]

"Mayflower" or came over on it, but I am sure about one thing, that I got here by the same route. Guy Williams, my very good friend, came the same route as I did. He didn't have a thing to do with choosing his parents, nor did I. However, I have five pipelines going across my property—

Senator Steuart: It is also possible to go through Alberta without going through your property, is it not?

Senator Hays: You're great, Dave. In any event, I feel concerned about this, and it seems to me that there should be a whole new concept with respect to this pipeline, because this is different from most pipelines. It is something like the line from Maine to Eastern Canada, it being something the Americans need, and they are going to have this pipeline. The way they deal with the present expropriation is that they come and say they will go across your land; and the farmer might say, "I don't want you to do that. Go across someone else's land." They then generally take the land and settle on the present-day market value. At least, this is the way it is done in Alberta. From then on they pay damages, if there are any, and they have the right of entry and that sort of thing. Land increases in value. We have always had inflation and it will continue. In the first settlement I made with a pipeline the land was worth \$60 an acre. Some of it is now worth \$1,000 an acre, but they still come across on the same basis. They leave a gate down and 35 cows get into a hundred-bushel barley crop and tear it up. I have an awful time negotiating with the pipeline people and saying, "Well, you know, you left the gate open and my crop was ruined." These things happen all the time. Or they have an emergency and a road ban is put on. They come along with a big truck and tear up the whole road, because it was not built to carry that kind of traffic day after day. So part of the time your road is all torn up. These are some of the things that the farmers of this country should bear in mind in this connection. I am sure the Foothills Pipe Lines people want to do it properly, but it should be well covered in the bill, because it is a different set of circumstances. This is the biggest pipeline ever built, I believe—is that correct, a 56-inch pipeline?

Mr. Robinson: I might say that Mr. Scotland, as a member of the National Energy Board, will be going to Calgary to serve as senior officer of the new pipeline agency provided for in this bill. He will, in fact, be the "designated officer," which is a term that is found frequently in the bill. I know that Mr. Scotland is familiar with the type of problems the senator raises, and I suggest that he might say a word.

The Chairman: Mr. Scotland, would you like to respond to the points Senator Hays has raised?

Mr. W. A. Scotland, Member, National Energy Board: Thank you, Mr. Chairman.

At the National Energy Board we are well aware of, and are familiar with, the type of problem you have described. I

[Traduction]

depuis cinq générations. J'ignore si mes aïeux se sont rencontrés sur le Mayflower ou s'ils s'y trouvaient, mais je suis certain que je suis venu ici par le même chemin. Mon très bon ami, Guy Williams, est également venu par ce chemin. Ni lui ni moi n'avons choisi nos parents. Néanmoins, cinq pipe-lines traversent ma propriété.

Le sénateur Steuart: Il est également possible de traverser l'Alberta sans passer sur vos terres, n'est-ce pas?

Le sénateur Hays: Vous êtes un véritable ami, Davey. En tous les cas, je me préoccupe de ce problème et je crois qu'on devrait adopter une attitude entièrement nouvelle en ce qui concerne ce pipe-line puisqu'il diffère de la plupart des autres. C'est un pipe-line comme celui qui relie le Maine à l'est du Canada. Les Américains en ont besoin et ils vont s'assurer qu'il soit construit. La façon dont le gouvernement traite les expropriations est de dire que le pipe-line traversera vos terres, mais le cultivateur peut répondre: «Non, qu'il traverse les terres de quelqu'un d'autre.» Habituellement, le gouvernement exproprie alors les terres qu'il rachète à leur valeur marchande. C'est du moins ce qui se passe en Alberta. Ils dédommagent ensuite les agriculteurs si c'est nécessaire et ils ont alors le droit de passage. Les terres augmentent de valeur. L'inflation existe depuis toujours et continuera d'exister. La première fois qu'on m'a exproprié pour un pipe-line, les terres valaient \$60 l'acre; certaines terres valent maintenant \$1,000 l'acre, mais ils utilisent toujours la même méthode. Ils oublient de refermer une barrière et 35 vaches dévastent une récolte de 100 boisseaux d'orge. J'ai eu beaucoup de mal à négocier avec les représentants du pipe-line et je leur ai dit: «Vous avez laissé la barrière ouverte et ma récolte a été ruinée.» Ces choses se produisent continuellement. Ou il y a une urgence et on ferme la route. Ils viennent avec un gros camion et détruisent la route parce qu'elle n'est pas construite en fonction de ce genre de circulation de sorte que la plupart du temps la route est en mauvais état. Ce ne sont que quelques facteurs dont les fermiers canadiens devraient tenir compte dans leurs négociations. Je suis convaincu que les représentants de la société Foothills Pipe Lines veulent faire les choses convenablement, mais je crois que le projet de loi devrait prévoir ces problèmes parce que la situation est totalement différente. Ce sera le plus gros pipe-line jamais construit, un pipe-line de 56 pouces de diamètre, si je ne m'abuse?

M. Robinson: Je désire ajouter que M. Scotland, en sa qualité de membre de l'Office national de l'énergie, se rendra à Calgary pour agir comme représentant supérieur de la nouvelle Administration du pipe-line dont la création est prévue dans le projet de loi. Il sera en fait un «fonctionnaire désigné», expression qui revient souvent dans le projet de loi. Je sais que M. Scotland connaît bien le genre de problèmes soulevés par le sénateur et je propose qu'il nous dise quelques mots à ce sujet.

Le président: M. Scotland, aimeriez-vous commenter ce que le sénateur Hays a dit jusqu'à maintenant?

M. W. A. Scotland, membre de l'Office national de l'énergie: Je vous remercie, monsieur le président.

Nous sommes conscients à l'Office national de l'énergie des problèmes que vous avez décrits. Je crois qu'il est générale-